

Article du site des DNA du 22 juillet

Pas assez d'ouvertures de classes, « zones blanches » dans l'enseignement bilingue : un mois après les Assises du bilinguisme organisées par la Région, les défenseurs de l'enseignement bilingue (en allemand ou en dialecte) ne s'y retrouvent pas.

« Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, c'est même un retour en arrière », s'agace Pierre Klein, président de la Fédération Alsace bilingue, qui rassemble dix associations de promotion de la langue alsacienne. « Promesses non tenues », « demandes légitimes pas prises en compte », « retour au bricolage », « démantèlement » : les mots sont durs et le tour de table qui suit ne va rien arranger.

En juin, aux assises régionales du bilinguisme, « le recteur nous a promis 60 ouvertures de classes. Mais en fait, les ouvertures sont des progressions naturelles », décortique Thierry Loth, président de l'APEPA (Association des parents d'élèves de l'enseignement public en Alsace). Progression naturelle, c'est-à-dire l'introduction d'un niveau supérieur dans l'enseignement bilingue sur les sites où il est récent. Dans une école primaire où le bilinguisme n'aurait par exemple que deux ans, les premiers élèves, qui ont commencé en CP, entrent en CE2, d'où la création pour eux d'un niveau supplémentaire tout en continuant à enseigner en français et allemand dès le CP.

« Ce qu'on veut, c'est des ouvertures de sites », poursuit-il, déplorant n'en compter que trois pour la rentrée prochaine, alors qu'« à Erstein, à Walbourg, à Oderen, à Kirchberg, des demandes d'ouverture de sites restent sans réponse ». Et la situation est particulièrement critique à Erstein, « zone blanche dans la région » car éloignée des écoles bilingues les plus proches. Et où il y a, de fait, « une forte demande. Ça fait trois ans qu'on réclame une ouverture de site », poursuit Thierry Loth, évoquant 70 familles demandeuses.

Hiatus administratifs

Le manque de professeurs sachant enseigner leur matière en allemand est bien compris par les associations, mais il ne se poserait pas si on essayait, au moins, de les former, déplorent-elles.

Quant à leur demande de généraliser l'option Langue et culture régionale (LCR), suivie actuellement par 5 000 élèves, à tous les établissements alsaciens, elle n'a toujours pas été entendue.

Les écoles bilingues associatives ABCM souffrent quant à elles d'un gros problème financier : des hiatus administratifs en série les ont obligées à payer elles-mêmes certains enseignants pendant quatre mois l'an dernier, bien qu'elles soient sous contrat avec l'État. Soit un trou de 35 000 euros. « Or cet argent, nous ne l'avons pas », s'inquiète Pascale Lux, vice-présidente d'ABCM. Qui craint de devoir compter, si le rectorat n'entend pas raison, sur un coup de pouce supplémentaire des collectivités...

par ACB, publiée le 22/07/2014 à 05:00